

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le présent rapport de gestion a pour but d'aider les lecteurs dans leur évaluation et leur compréhension des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière de Mitec Telecom.

Les informations relatives au bilan au 30 avril 2002 sont tirées des états financiers consolidés vérifiés complets de la Société. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les notes figurant dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 30 avril 2002. Ces états financiers consolidés ont été dressés à l'aide des mêmes principes comptables suivis pour les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 30 avril 2002, à l'exception de ceux décrits à la note 2.

(en pourcentage du chiffre d'affaires)	Trimestres terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 janvier 2003	31 janvier 2002	31 janvier 2003	31 janvier 2002
Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Bénéfice brut	11,5 %	0,5 %	11,4 %	17,1 %
Frais de recherche et développement	7,6 %	12,6 %	9,9 %	8,7 %
Charges de vente et d'administration	15,2 %	15,5 %	14,9 %	10,4 %
Amortissement des actifs incorporels	1,6 %	-	1,5 %	-
Charges financières et intérêts, montant net	8,0 %	1,9 %	4,1 %	1,6 %
Autres charges	-	5,8 %	2,9 %	2,2 %
(Recouvrement) charge d'impôts sur les bénéficiaires	(0,2) %	(6,7) %	(0,3) %	(0,3) %
(Perte nette) bénéfice net avant amortissement de l'écart d'acquisition	(20,6) %	(28,4) %	(21,7) %	(5,4) %
Écart d'acquisition et quote-part de la perte	-	3,3 %	-	2,5 %
(Perte nette) bénéfice net après amortissement de l'écart d'acquisition	(20,6) %	(31,7) %	(21,7) %	(7,9) %

Résultats d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le total du chiffre d'affaires du trimestre terminé le 31 janvier 2003 a augmenté de 1,3 % pour s'établir à 23,7 millions de dollars, contre 23,4 millions de dollars il y a un an.

Le total du chiffre d'affaires des neuf mois terminés le 31 janvier 2003 a régressé de 17,1 % pour atteindre 75,7 millions de dollars, contre 91,3 millions de dollars il y a un an.

Sans fil

Le chiffre d'affaires de ce secteur provient de la vente d'équipements de conditionnement de radio-fréquences et d'amplificateurs de puissance aux fournisseurs de réseaux de télécommunications comme Ericsson et Nortel. Par suite de la réduction de la demande de produits surtout dans les économies en émergence, particulièrement en Chine, ce secteur a subi un recul de 12,8 % pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2003 comparativement à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 a bondi de 5,5 %, en raison de l'inclusion du chiffre d'affaires du secteur du sans fil de Com Dev, en regard de la même période du dernier exercice.

Liaisons Hyperfréquences

Ces produits sont vendus aux fournisseurs de réseaux et destinés à des systèmes hyperfréquences à radio-fréquences vendus à des clients comme Ericsson et Andrew. Le chiffre d'affaires pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 janvier 2003 a chuté de respectivement 6,4 % et 19,6 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette diminution découle d'une réduction des commandes d'un client important due au ralentissement dans le secteur des télécommunications en Europe.

Télécommunications par satellite

Le chiffre d'affaires de ce secteur est issu de la vente à des fournisseurs de services et de réseaux, comme Nortel, Andrew, EchoStar et CPI. Le ralentissement dans ce secteur est causé par une demande moins élevée pour les stations terrestres de télécommunications par satellite et les guides d'ondes souples, ce qui a entraîné une diminution de 27,9 % du chiffre d'affaires pour les neuf mois terminés le 31 janvier 2003 comparativement à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 a bondi de 27,4 % en raison de l'inclusion du chiffre d'affaires lié au secteur des télécommunications par satellite de Com Dev, en regard de la même période du dernier exercice.

Coût des produits vendus et bénéfice brut

Le bénéfice brut de la Société pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 s'est élevé à 2,7 millions de dollars, contre 0,1 million de dollars il y a un an, ce qui constitue une hausse importante.

Le bénéfice brut de la Société pour les neuf mois terminés le 31 janvier 2003 a atteint 8,6 millions de dollars, contre 15,5 millions de dollars il y a un an, soit une baisse de 44,5 %.

Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, les bénéfices bruts des secteurs sans fil, liaisons hyperfréquences et télécommunications par satellite se présentent comme suit :

	Trimestres terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 janvier 2003	31 janvier 2002	31 janvier 2003	31 janvier 2002
Sans fil	4,7 %	6,5 %	11,5 %	26,9 %
Liaisons hyperfréquences	7,2 %	(4,0) %	7,0 %	2,8 %
Télécommunications par satellite	53,4 %	(0,5) %	29,0 %	23,6 %
Total	11,5 %	0,5 %	11,4 %	17,1 %

Sans fil

À cause d'une chute importante du chiffre d'affaires et d'une diminution de valeur de 500 000 \$ des stocks, les marges brutes ont baissé considérablement. La chute du chiffre d'affaires a trait aux produits 2,5G. En outre, nos installations de Montréal et de Chine n'ont pas été en mesure de couvrir leurs coûts généraux. De même, cette diminution des marges brutes est imputable à l'acquisition de la gamme de produits de Com Dev au quatrième trimestre de l'exercice 2002, dont les marges sont moins élevées. Les efforts déployés pour réduire considérablement les coûts devraient contribuer à rehausser les marges brutes dans l'avenir.

Liaisons hyperfréquences

La filiale suédoise de la Société exerce ses activités uniquement dans le secteur des hyperfréquences et dégage, à titre de sous-traitant, des marges brutes habituellement inférieures à celles des principales activités de Mitec. La Société a restructuré les activités de la filiale suédoise en vue de réduire ses coûts généraux pour mieux les rapprocher des volumes des ventes, ce qui a entraîné une amélioration des marges brutes pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 janvier 2003, comparativement à l'exercice précédent.

Télécommunications par satellite

Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 janvier 2003, les marges brutes ont été supérieures à celles des périodes correspondantes du dernier exercice principalement à cause des changements apportés aux gammes de produits, qui ont entraîné la hausse des marges, et des efforts de la Société pour réduire les coûts généraux dans ce secteur.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement de Mitec, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement, du trimestre et de la période de neuf mois se sont établis à respectivement 1,8 million de dollars et 7,5 millions de dollars, en baisse de respectivement 38,9 % et 4,5 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Ce recul est en grande partie dû au fait que Mitec a concentré ses activités de recherche et développement à Montréal et à la restructuration de la Société au cours du deuxième trimestre à cet égard.

Charges de vente et d'administration

Les charges de vente et d'administration de la Société pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 ont grimpé de 8,3 % pour s'établir à 3,9 millions de dollars, contre 3,6 millions de dollars un an plus tôt. Pour les neuf mois terminés à la même date, les charges de vente et d'administration de la Société ont fait un bond de 30,5 % pour atteindre 12,4 millions de dollars, comparativement à 9,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La majeure partie de ces augmentations pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 janvier 2003 résulte de l'acquisition du secteur du sans fil de Com Dev au quatrième trimestre de l'exercice 2002.

Amortissement des actifs incorporels

Par suite de l'acquisition du secteur du sans fil de Com Dev et d'Amplix, entreprise spécialisée dans la technologie, la Société a comptabilisé des actifs incorporels de 7,9 millions de dollars. Ces actifs seront amortis sur une durée de 5 à 10 ans.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, l'amortissement a totalisé 0,4 million de dollars, contre un amortissement de néant au dernier exercice. Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2003, l'amortissement s'est établi à 1,1 million de dollars, en regard d'un amortissement de néant un an plus tôt.

Autres charges

Les autres charges de la Société comprennent des frais de restructuration et de cessation d'emploi s'établissant à 2,2 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 janvier 2003.

Au cours du premier trimestre, la Société avait constaté des charges relatives à la réduction de la main-d'œuvre de 377 000 \$, compte tenu des frais et des avantages à la cessation d'emploi des employés qui ont été remerciés.

Au cours du deuxième trimestre, les charges relatives à la réduction de la main-d'œuvre, compte tenu des frais et des avantages à la cessation d'emploi des employés qui ont été remerciés, avaient atteint 1 473 000 \$. La Société avait aussi constitué une provision pour les frais de résiliation de contrat de location de 373 000 \$ découlant du déploiement de certaines initiatives visant la restructuration des activités de la Société en Suède. Ces frais sont principalement attribuables à la résiliation de contrats de location-exploitation pour de l'équipement qui n'est plus requis par la Société.

Charges financières et intérêts débiteurs

Les charges financières et les intérêts débiteurs de Mitec pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 janvier 2003 se sont établis à respectivement 1,9 million de dollars et 3,1 millions de dollars, comparativement à 0,4 million de dollars et 1,5 million de dollars il y a un an, ce qui constitue une augmentation importante. Cette progression tient surtout aux pertes de change enregistrées par suite de l'appréciation de la couronne suédoise et à l'utilisation de la méthode temporelle de comptabilisation pour la consolidation des résultats des installations suédoises pleinement intégrées de la Société.

Charge d'impôts sur les bénéfices

Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 a été négligeable, en regard de 1,7 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 janvier 2003, la Société a enregistré un recouvrement d'impôts de 0,3 million de dollars, en regard d'une charge de 0,4 million de dollars il y a un an, surtout du fait que la Société et la plupart de ses filiales ont enregistré des pertes fiscales pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 janvier 2003.

Amortissement de l'écart d'acquisition

À compter du 1^{er} mai 2002, l'écart d'acquisition sur les regroupements d'entreprises de la Société n'est plus amorti, mais est soumis à un test de dépréciation. Ainsi, l'amortissement de l'écart d'acquisition pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 a été de néant, contre 0,8 million de dollars il y a un an. Pour la période de neuf mois terminée à la même date, l'amortissement de l'écart d'acquisition a été de néant, en regard de 2,3 millions de dollars il y a un an. Au cours du deuxième trimestre de 2003, nous avons achevé la première étape du test de dépréciation transitoire de l'écart d'acquisition existant. Ce test a démontré que la valeur comptable de l'unité d'exploitation de la Suède excède sa juste valeur, indiquant une dépréciation potentielle de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation. La deuxième étape du test de dépréciation transitoire sera terminée d'ici le 30 avril 2003, et toute dépréciation découlant de la mise en œuvre des nouvelles recommandations comptables sera imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Bénéfice net (perte nette)

La perte nette pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 s'est établie à 4,9 millions de dollars, en regard d'une perte nette de 7,4 millions de dollars un an plus tôt. Pour la période de neuf mois terminée à la même date, la perte nette atteint 16,4 millions de dollars, contre une perte nette de 7,2 millions de dollars un an plus tôt. La diminution de la perte nette pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 s'explique par l'amélioration des marges brutes des secteurs des télécommunications par satellite et des liaisons hyperfréquences, comparativement à l'an dernier. Pour la période de neuf mois terminée à la même date, la progression de la perte nette est attribuable à la baisse du chiffre d'affaires et des marges et à l'augmentation des pertes de change et des charges de vente et d'administration, en comparaison des périodes correspondantes du dernier exercice.

Situation financière, situation de trésorerie et sources de financement

Situation de trésorerie et sources de financement

La dette bancaire de Mitec a diminué de 0,6 million de dollars au cours des neuf mois terminés le 31 janvier 2003, passant de 17,3 millions de dollars à 16,7 millions de dollars.

Le 15 août 2002, la Société a reçu une renonciation relativement au non-respect de certaines des clauses restrictives contenues dans sa convention de dette à long terme avec Clarica, à la condition que la Société reçoive des renonciations satisfaisantes de la part de sa banque canadienne. Le prêteur a augmenté le taux d'intérêt sur cette dette de 1 % à compter du 31 décembre 2002 si l'emprunt n'était pas remboursé intégralement à cette date.

Au 31 octobre 2002, la Société ne respectait pas certaines des clauses restrictives liées à sa facilité de crédit auprès d'une banque canadienne. Le 10 septembre 2002, la banque canadienne de la Société a produit une lettre indiquant qu'elle était disposée à tolérer le non-respect de ses clauses restrictives au 30 avril 2002 et au 31 juillet 2002 selon les modalités de sa facilité de crédit auprès de la banque canadienne, comme décrit à la note 3. La banque a confirmé à la Société qu'elle était disposée à tolérer les manquements actuels jusqu'au 1^{er} novembre 2002, moyennant certaines conditions, notamment de maintenir un ratio de liquidité relative tangible de 0,60 : 1, à la fois d'une manière non consolidée et selon des activités nord-américaines combinées pour le trimestre terminé le 31 octobre 2002, et de réunir des capitaux additionnels d'au moins 5 000 000 \$ au plus tard le 1^{er} novembre 2002.

Ces conditions n'ont pas été respectées, mais la Société et la banque continuent à travailler de concert.

L'emprunt à terme auprès d'une banque suédoise comprend certaines clauses restrictives financières et autres clauses. Au 31 octobre 2002, la Société ne respectait pas certaines des clauses restrictives financières. La banque suédoise a convenu de renoncer aux conditions applicables en cas d'inexécution jusqu'au 30 avril 2003, sous réserve que la Société approuve un apport de liquidités à la filiale suédoise et des exigences minimales de capitaux propres pour la filiale suédoise au 31 janvier 2003 et au 30 avril 2003. Compte tenu des négociations actuelles avec la banque canadienne de la Société, il se peut que la Société ne puisse être en mesure de respecter ces exigences. Par conséquent, cette dette a été classée comme passif à court terme.

Le 4 mars 2003, la principale filiale suédoise en exploitation de la Société a déposé une requête auprès des tribunaux suédois relativement à la restructuration de l'entreprise.

La restructuration vise notamment la cessation des paiements et la nomination d'un administrateur pour aider la filiale à négocier un accord avec les créanciers de la filiale, à l'exception de la banque suédoise.

Par suite de ces mesures, la filiale suédoise ne peut contracter de nouveaux emprunts (sauf sur approbation de l'administrateur) et est tenue de payer ses créanciers à la livraison des marchandises, mais continuera de disposer de ses facilités bancaires auprès d'une banque suédoise. La Société détient toujours le contrôle de sa filiale suédoise.

Les débiteurs de la Société ont diminué, passant de 21,6 millions de dollars au 30 avril 2002 à 14,7 millions de dollars au 31 janvier 2003, et les stocks ont régressé de 28,5 millions de dollars à 24,1 millions de dollars. Cette diminution a été contrebalancée par une augmentation des créiteurs et des charges à payer, lesquels sont passés de 26,0 millions de dollars à 27,7 millions de dollars. Surtout à cause de ce qui précède, des pertes que la Société continue de subir et du reclassement de l'emprunt à terme de la filiale suédoise à titre de passif à court terme, le fonds de roulement a diminué, passant de 2,0 millions de dollars à un montant négatif de 16,8 millions de dollars.

Pour les neuf mois terminés les (en milliers de dollars)	31 janvier 2003	31 janvier 2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant variations des soldes du fonds de roulement	(10 771)	(1 380)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation après variations des soldes du fonds de roulement	2 840	(7 986)
Dépenses en immobilisations	1 736	1 065

(en milliers de dollars)	Au 31 janvier 2003	Au 30 avril 2002
Fonds de roulement	(16 827)	2 059
Dettes à long terme et contrats de location-acquisition	920	16 126

Les dépenses en immobilisations ont été de 1,7 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 janvier 2003, comparativement à 1,1 million de dollars il y a un an. La majeure partie de ce montant avait trait au matériel de test électronique utilisé à nos installations de fabrication.

La Société a effectué un test de dépréciation à l'égard du placement relatif à sa filiale suédoise. Par suite de ce test, une dépréciation transitoire de l'écart d'acquisition de 5,2 millions de dollars a été imputée aux bénéfices non répartis.

Le 30 mai 2002, la Société a modifié les conditions des bons de souscription émis le 30 janvier 2002. Les conditions ont été modifiées de manière à abaisser le prix d'exercice à 4,25 \$ l'action ordinaire et à reporter au 30 juillet 2004 la date à laquelle les bons de souscription d'actions ordinaires peuvent être exercés. Ce nouveau prix ajoute 862 000 \$ à la valeur comptable des bons de souscription.

Le 4 février 2003, la Société a émis 19 179 803 actions ordinaires et 9589 902 bons de souscription d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé et d'un placement public à un prix de respectivement 0,32 \$ et 0,45 \$. Le produit brut tiré de ces deux placements a totalisé 6 137 537 \$, duquel seront déduits les frais d'émission estimés à 850 000 \$. Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquiescer une action ordinaire supplémentaire de la Société au prix de 0,45 \$ l'action d'ici le 4 février 2005 inclusivement.

Le 6 février 2003, la Société a accepté une lettre d'offre relativement à un emprunt subordonné de 3 750 000 \$ de La Financière du Québec qui sera versé en trois tranches égales. Afin de recevoir la deuxième et la troisième tranche, la Société sera tenue de céder certains de ses actifs non essentiels.

Cet emprunt est remboursable par 60 paiements mensuels de 62 500 \$ 12 mois après le versement de l'emprunt. L'emprunt portera intérêt au taux préférentiel, majoré de 3½ %. La Société a également fourni au prêteur 2 419 355 bons de souscription d'actions au prix de 0,31 \$ l'action pour une période de cinq ans. De plus, La Financière du Québec a porté un montant de 1 000 000 \$ en garantie de la facilité d'emprunt spéciale de la banque canadienne. Cette facilité est assortie de frais de 1 %, et la Société a fourni au garant 322 581 bons de souscription d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,31 \$ l'action pour une période de cinq ans.

Risques et incertitudes

INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers intermédiaires consolidés ci-joints ont été dressés sur le fondement de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation. Ce mode de présentation tient pour acquis que la Société continuera à exercer ses activités dans un avenir prévisible et qu'elle sera en mesure de réaliser ses biens et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités. Il existe un doute important quant à l'opportunité de recourir à l'hypothèse de la continuité de l'exploitation en raison des pertes récentes de la Société, de ses flux de trésorerie négatifs et du non-respect de la quasi-totalité des clauses restrictives de ses dettes au Canada. À ce titre, la réalisation des biens et l'acquittement des dettes sont assortis d'un degré élevé d'incertitude.

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des rajustements qu'il serait nécessaire d'apporter si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas pertinente. Si tel était le cas, il faudrait apporter d'importants rajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux produits et charges déclarés, ainsi qu'au classement utilisé dans le bilan.

La direction estime que les plans d'action présentés plus tôt permettront de dégager des fonds suffisants pour conserver le soutien des prêteurs de la Société et pour permettre à celle-ci d'assurer la continuité de l'exploitation. Toutefois, il est impossible de garantir que les plans d'action susmentionnés permettront de dégager des fonds suffisants.

Risque de change

Une grande partie du chiffre d'affaires de Mitec est libellée en dollars américains et peut être touchée défavorablement par des fluctuations marquées des taux de change.

De temps à autre, la Société utilise des contrats à terme normalisés sur devises et des contrats de change par l'entremise d'un plan approuvé par le conseil. Cette pratique s'est avérée efficace pour réduire les risques de change à court terme.

Clientèle

Une grande partie des ventes de Mitec se fait auprès d'un petit nombre de clients. Tout retard de production subi par les fournisseurs de réseaux de télécommunications et les fournisseurs de services pourrait avoir des répercussions financières importantes sur Mitec. Le marché du sans fil est concentré auprès de cinq principaux fournisseurs de réseaux. Mitec a établi des relations avec quatre d'entre eux.

Changements technologiques

Il est essentiel de conserver un appui solide aux activités de développement afin de suivre tous les progrès technologiques effectués dans les secteurs d'activité de la Société. Ainsi, Mitec doit investir continuellement dans la recherche et le développement afin de renforcer sa position pour obtenir des contrats d'approvisionnement ou maintenir les contrats d'approvisionnement actuels.

Mitec conclut, avec d'importants clients, des contrats à long terme qui lui assurent d'être remboursée en cas d'annulation de commandes de composantes en stocks ou d'articles à long délai de livraison. Ces contrats et l'investissement continu de la Société dans la recherche et le développement procurent à Mitec une certaine protection au sein du marché des télécommunications turbulent et en constante évolution.

MITEC TELECOM INC.

Bilans consolidés (note 1)
[en milliers de dollars canadiens]

	Au 31 janvier 2003 Non vérifié	Au 30 avril 2002
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	1 625	2 431
Comptes clients	14 691	21 582
Autres débiteurs	287	289
Impôts sur les bénéfices à recevoir	-	611
Stocks	24 154	28 523
Charges payées d'avance et autres charges	1 160	1 223
Impôts sur les bénéfices reportés	456	509
Total de l'actif à court terme	42 373	55 168
Immobilisations	35 377	38 053
Impôts sur les bénéfices reportés	880	375
Actifs incorporels (déduction faite de l'amortissement cumulé de 1 356 \$; 346 \$ au 30 avril 2002)	7 490	8 500
Charges reportées	138	252
Écart d'acquisition (déduction faite de l'amortissement cumulé et de la dépréciation de 16 062 \$: 10 901 \$ au 30 avril 2002)	153	5 314
	86 411	107 662
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Dette bancaire (note 3)	16 670	17 276
Créditeurs et charges à payer	27 701	26 056
Impôts sur les bénéfices à payer	31	
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 4)	13 423	8 235
Tranche des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an	1 375	1 542
Total du passif à court terme	59 200	53 109
Dette à long terme (note 4)	-	5 218
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	920	1 131
Impôts reportés		-
	60 120	59 458
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 5)	70 604	69 674
Déficit	(42 396)	(19 934)
Gain ou perte de change cumulatif	(1 917)	(1 536)
Total des capitaux propres	26 291	48 204
	86 411	107 662

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.

États consolidés des résultats (note 1)	Trimestres terminés les 31 janvier		Neuf mois terminés les 31 janvier	
	2003	2002	2003	2002
Non vérifié				
[en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action]				
Chiffre d'affaires	23 709	23 355	75 667	91 281
Coût des produits vendus, y compris l'amortissement des immobilisations de 643 \$ et de 1 958 \$ (762 \$ et 1 457 \$ en 2001)	20 974	23 233	67 029	75 684
Bénéfice brut	2 735	122	8 638	15 597
Charges				
Recherche et développement	1 796	2 944	7 543	7 898
Charges de vente et d'administration	3 979	3 680	12 444	9 535
Amortissement des actifs incorporels				
Charges financières	1 904	446	3 138	1 493
Intérêts créditeurs	-	(7)	-	(31)
Quote-part de la perte	-	-	-	38
Divers (note 6)	-	1 358	2 223	2 033
	7 679	8 421	25 348	20 966
Perte avant impôts sur les bénéfices et amortissement de l'écart d'acquisition	(4 944)	(8 299)	(16 710)	(5 369)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(53)	(1 658)	(271)	(401)
Perte avant amortissement de l'écart d'acquisition	(4 891)	(6 641)	(16 439)	(4 968)
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	(773)	-	(2 277)
Perte nette de la période	(4 891)	(7 414)	(16 439)	(7 245)
Résultat de base et dilué par action ordinaire				
Avant amortissement de l'écart d'acquisition	(0,20)	(0,37)	(0,69)	(0,30)
Après amortissement de l'écart d'acquisition	(0,20)	(0,42)	(0,69)	(0,44)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	24 003	17 788	23 984	16 394

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie (note 1)				
Non vérifié				
	Trimestres terminés les 31 janvier		Neuf mois terminés les 31 janvier	
[en milliers de dollars canadiens]	2003	2002	2003	2002
Activités d'exploitation				
Perte nette de la période	(4 891)	(7 414)	(16 439)	(7 245)
Ajout des éléments ne touchant pas les liquidités :				
Amortissement des immobilisations, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition	1 818	2 051	5 222	5 868
Gain à la cession des immobilisations	(15)	-	(7)	-
Impôts sur les bénéfices reportés	(10)	(1 329)	453	(349)
Quote-part de la perte et amortissement du placement à long terme	-	-	-	38
	(3 098)	(6 692)	(10 771)	(1 688)
Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	5 866	(3 053)	13 611	(7 678)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 768	(9 745)	2 840	(9 366)
Activités d'investissement				
Ajouts aux immobilisations	(406)	(336)	(625)	(1 065)
Produit de la cession d'immobilisations	130	-	153	-
Acquisition d'une société, déduction faite de l'encaisse acquise	-	-	-	142
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(276)	(336)	(472)	(923)
Activités de financement				
Augmentation de la dette bancaire	-	3 487	-	3 273
Remboursement de la dette bancaire	(812)	-	(606)	-
Augmentation de la dette à long terme	-	-	1 400	-
Remboursement de la dette à long terme	(1 052)	(1 101)	(2 675)	(1 724)
Remboursement des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	(561)	(351)	(1 526)	(917)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	21	24 890	68	24 914
Émission de bons de souscription, déduction faite des frais d'émission	-	4,501	-	4,501
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 404)	31 426	(3 339)	30 047
Incidence des variations du taux de change sur l'encaisse	175	(38)	165	27
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	263	21 307	(806)	19 785
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	1 362	(708)	2 431	814
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	1 625	20 599	1 625	20 599
Les espèces et quasi-espèces consistent en ce qui suit :				
Espèces et quasi-espèces	1 625	796	1 625	796
Encaisse affectée	-	19 803	-	19 803
	1 625	20 599	1 625	20 599
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.				
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Intérêts versés	566	410	1 534	1 367
Impôts sur les bénéfices payés	94	386	286	618

MITEC TELECOM INC.

États consolidés des bénéfices non répartis (du déficit) (note 1)

Non vérifiés

Neuf mois terminés
les 31 janvier

[en milliers de dollars canadiens]

2003

2002

Bénéfices non répartis (déficit) au début de la période (19 934) 8 270

Nouveau prix des bons de souscription (note 5) (862)

Dépréciation transitoire de l'écart d'acquisition (5 161)

Perte nette de la période (16 439) (7 245)

Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de la période (42 396) 1 025

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

**1. MODE DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET INCERTITUDE À L'ÉGARD DE LA
CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION**

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les notes figurant dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 30 avril 2002. Ils ne comprennent pas toutes les informations requises dans les états financiers consolidés annuels, mais sont plutôt dressés selon les recommandations pour les états financiers intermédiaires conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces états financiers ont été dressés à l'aide des mêmes principes comptables utilisés dans les états financiers vérifiés pour l'exercice terminé le 30 avril 2002.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales directement et indirectement détenues. Toutes les opérations intersociétés importantes ont été éliminées au moment de la consolidation.

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les états financiers intermédiaires consolidés ci-joints ont été dressés sur le fondement de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation. Ce mode de présentation tient pour acquis que la Société continuera à exercer ses activités dans l'avenir prévisible et qu'elle sera en mesure de réaliser ses biens et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités. Il existe un doute important quant à l'opportunité de recourir à l'hypothèse de la continuité de l'exploitation en raison des pertes récentes de la Société et de ses flux de trésorerie négatifs. En vertu de l'entente conclue avec la banque canadienne de la Société le 19 décembre 2002 et mise à jour le 27 janvier 2003, la Société doit atteindre des objectifs à l'égard de son chiffre d'affaires et de son BAIIA pour les troisième et quatrième trimestres se terminant les 31 janvier et 30 avril 2003, de même que respecter certaines clauses restrictives financières pour le quatrième trimestre et les trimestres ultérieurs. En plus des facilités de crédit actuelles, la banque a accordé une facilité d'emprunt spécial de 1 250 000 \$. À ce jour, la Société a respecté les exigences ci-dessus (note 9).

La filiale suédoise de la Société a également subi des pertes d'exploitation importantes et n'a pas respecté certaines clauses restrictives financières liées à sa dette bancaire suédoise et à ses emprunts à terme (note 4). La direction s'emploie à renégocier ses clauses restrictives avec la banque suédoise. Si la Société ne réussit pas à renégocier ces ententes et ne peut continuer à soutenir ses filiales suédoises, on pourrait observer une incidence négative importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société (note 9).

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des rajustements qu'il serait nécessaire d'apporter si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas pertinente. Si tel était le cas, il faudrait apporter d'importants rajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux produits et charges déclarés, ainsi qu'à la classification utilisée dans le bilan.

La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, du maintien d'un chiffre d'affaires satisfaisant, de la viabilité continue des clients importants de la Société [note 7] de la reprise de la rentabilité des activités et de la capacité de générer des flux de trésorerie suffisants de l'exploitation, des accords financiers et de tout nouveau capital afin de respecter ses obligations, dont les exigences du prêteur de la filiale suédoise, à mesure qu'elles viennent à échéance. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs indépendants de la volonté de la Société, et il existe une incertitude quant à la capacité qu'a la Société de régler ces questions à son avantage.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

En date du 1^{er} mai 2002, la Société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») présentées au chapitre intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». Par conséquent, la Société a cessé d'amortir l'écart d'acquisition le 1^{er} mai 2002, et l'écart d'acquisition sera plutôt soumis à un test de dépréciation. La Société a effectué la première étape de ce test de dépréciation transitoire à l'égard de l'écart d'acquisition actuel au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2003. Le test a indiqué que la valeur comptable, comprenant l'écart d'acquisition, pour l'unité d'exploitation suédoise dépassait sa juste valeur, indiquant une possibilité de dépréciation de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation. Conformément aux nouvelles recommandations, la Société a effectué la deuxième étape du test de dépréciation transitoire des écarts d'acquisition au 1^{er} mai 2002 qui a démontré une dépréciation de l'écart d'acquisition pour la filiale suédoise. Cette dépréciation découle des nouvelles recommandations de l'ICCA qui exigent la répartition des flux de trésorerie actualisés estimatifs aux actifs corporels et aux actifs incorporels à durée de vie limitée avant l'écart d'acquisition. Comme le stipulent les recommandations de l'ICCA, la dépréciation de l'écart d'acquisition totalisant 5 161 000 \$ a été imputée au déficit au 1^{er} mai 2002 à titre de rajustement transitoire.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net ainsi que des résultats de base et dilués par action présentés antérieurement et des montants rajustés compte tenu de l'exclusion de l'amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts et taxes correspondants.

	Pour les semestres terminés les	
	31 janvier 2003	31 janvier 2002
	\$	\$
Perte nette :		
Perte nette présentée	(16 439)	(7 245)
Ajouter : amortissement de l'écart d'acquisition	-	2 277
Perte nette rajustée	(16 439)	(4 968)
Résultat de base et dilué par action :		
Résultat de base et dilué par action présenté	(0,69)	(0,44)
Ajouter: amortissement de l'écart d'acquisition	-	0,14
Résultat de base et dilué rajusté par action	(0,69)	(0,30)

	Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2003	31 janvier 2002
	\$	\$
Perte nette:		
Perte nette présentée	(4 891)	(7 414)
Ajouter : amortissement de l'écart d'acquisition	-	773
Perte nette rajustée	(4 891)	(6 641)
Résultat de base et dilué par action :		
Résultat de base et dilué par action présenté	(0,20)	(0,42)
Ajouter : amortissement de l'écart d'acquisition	-	0,06
Résultat de base et dilué rajusté par action	(0,20)	(0,37)

Rémunération à base d'actions et autres paiements à base d'actions

En date du 1^{er} mai 2002, la Société a adopté les recommandations de l'ICCA à l'égard de la rémunération à base d'actions et autres paiements à base d'actions. Comme le permet le chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA, la Société a appliqué cette modification de manière prospective aux nouvelles options sur actions attribuées à partir du 1^{er} mai 2002. La Société a choisi de ne constater aucune rémunération lorsque des options sur actions sont attribuées aux employés et aux administrateurs en vertu des régimes d'options sur actions sans modalités de règlement au comptant. La juste valeur des options sur actions est déterminée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. Avant le 1^{er} mai 2002, la Société ne comptabilisait aucune rémunération lorsque des actions ou des options sur actions étaient attribuées aux employés. Il est nécessaire de présenter de l'information pro forma à l'égard du bénéfice net, et celle-ci a été déterminée comme si la Société avait comptabilisé les options sur actions attribuées aux employés après le 30 avril 2002 selon la méthode de la juste valeur. La juste valeur de ces options a été évaluée à la date d'attribution d'après le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes pour 2003 : un taux d'intérêt sans risque moyen pondéré de 5,10 %; un taux de rendement des actions de néant; un taux de volatilité moyen pondéré du cours prévu des actions ordinaires de la Société de 72 %; et une durée contractuelle restante moyenne pondérée de 10 ans. Aux fins de la présentation pro forma, la juste valeur estimative des options est amortie par imputation aux résultats sur la période d'acquisition des options. La perte nette pro forma de la Société pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 janvier 2003 serait respectivement augmentée d'environ 16 600 \$ et 27 000 \$. La perte de base par action et la perte diluée par action seraient les mêmes pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 janvier 2003. La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 janvier 2003 s'établissait respectivement à 0,29 \$ et à 0,51 \$.

Résultat par action

Trimestres terminés les

	31 janvier 2003			31 janvier 2002		
	Perte	Nombre moyen pondéré d'actions	Montant par action	Perte	Nombre moyen pondéré d'actions	Montant par action
Perte nette avant amortissement de l'écart d'acquisition	(4 891 000)			(6 641 000)		
Résultat de base par action avant amortissement de l'écart d'acquisition	(4 891 000)	24 002 882	(0,20)	(6 641 000)	17 787 830	(0,37)
Perte attribuable aux porteurs d'actions ordinaires						
Effet des titres dilutifs						
Options d'achat d'actions/bons de souscription supplémentaires		134 646				
Résultat dilué par action avant amortissement de l'écart d'acquisition	(4 891 000)	24 137 528	(0,20)	(6 641 000)	17 787 830	(0,37)
Perte nette	(4 891 000)			(7 414 000)		
Résultat de base et dilué par action après amortissement de l'écart d'acquisition						
Perte attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	(4 891 000)	24 002 882	(0,20)	(7 414 000)	17 787 830	(0,42)
Effet des titres dilutifs		134 646				
Résultat dilué par action après amortissement de l'écart d'acquisition	(4 891 000)	24 137 528	(0,20)	(7 414 000)	17 787 830	(0,42)

Périodes de neuf mois terminée les

	31 janvier 2003			31 janvier 2002		
	Perte	Nombre moyen pondéré d'actions	Montant par action	Perte	Nombre moyen pondéré d'actions	Montant par action
Perte nette avant amortissement de l'écart d'acquisition	(16 439 000)			(4 968 000)		
Résultat de base par action avant amortissement de l'écart d'acquisition	(16 439 000)	23 983 810	(0,69)	(4 968 000)	16 394 109	(0,30)
Perte attribuable aux porteurs d'actions ordinaires						
Effet des titres dilutifs						
Options d'achat d'actions/bons de souscription supplémentaires		134 646				
Résultat dilué par action avant amortissement de l'écart d'acquisition	(16 439 000)	24 118 456	(0,69)	(4 968 000)	16 394 109	(0,30)
Perte nette	(16 439 000)			(7 245 000)		
Résultat de base et dilué par action après amortissement de l'écart d'acquisition						
Perte attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	(16 439 000)	23 983 810	(0,69)	(7 245 000)	16 394 109	(0,44)
Effet des titres dilutifs		134 646				
Résultat dilué par action après amortissement de l'écart d'acquisition	(16 439 000)	24 118 456	(0,69)	(7 245 000)	16 394 109	(0,44)

3. DETTE BANCAIRE

Entité	Au 31 janvier 2003		Au 30 avril 2002
	Crédit disponible	Crédit utilisé	Crédit utilisé
	\$	\$	\$
[a] Mitec Telecom Inc.	10 500	10 054	10 089
[b] BEVE	9 525	6 276	5 805
[c] Mitec Telecom (Suzhou)	758	-	758
[d] Mitec Europe	457	82	384
[e] Gigatec AB	305	258	240
	21 545	16 670	17 276

La facilité de crédit de Mitec Telecom Inc. est assortie de clauses financières restrictives. Au 30 avril 2002, la quasi-totalité de ces clauses n'était pas respectée par la Société et, par conséquent, l'emprunt à terme renouvelable [note 4] a été classé parmi les passifs à court terme. En vertu des ententes datées des 19 décembre 2002 et 27 janvier 2003, le taux d'intérêt a été augmenté au taux préférentiel majoré de 6 % pour la marge de crédit. Le 31 janvier 2003, la Société n'était plus en manquement à ses engagements; toutefois, l'emprunt à terme renouvelable [note 4] demeure dans les passifs à court terme puisque la Société prévoit rembourser cet emprunt au cours du prochain exercice.

La facilité de crédit BEVE est assortie de certaines clauses financières restrictives et d'autres clauses. Au 31 janvier 2003, certaines clauses financières n'étaient pas respectées par la Société [note 4].

4. DETTE À LONG TERME

	31 janvier 2003 \$	30 avril 2002 \$
[a] Emprunt à terme auprès de Clarica, compagnie d'assurance sur la vie [« Clarica »] de 5 000 000 \$, portant intérêt à 9,35 % et échéant en 2012, avec des versements mensuels de capital de 34 722 \$ plus les intérêts.	3 071	3 382
[b] Emprunt à terme renouvelable de 3 632 000 \$ auprès d'une banque canadienne, portant intérêt au taux préférentiel du Canada majoré de 6 %. L'emprunt est réduit de 375 000 \$ par trimestre jusqu'au 31 octobre 2003 et de 562 500 \$ par la suite. Une tranche de 3 400 000 \$ a été utilisée, est remboursable en 2005, est garantie au moyen d'une charge de premier rang sur tous les actifs de la Société et est classée parmi les passifs à court terme (<i>note 3</i>)	3 400	2 000
[c] Emprunt à terme de 701 000 \$ [4 600 000 couronnes suédoises] auprès d'une banque suédoise, portant intérêt à 6,90 % et échéant en 2005, avec des versements mensuels de capital de 12 090 \$, plus les intérêts, payables en couronnes suédoises.	81	459
[d] Emprunt à terme de 8 390 000 \$ [55 055 000 couronnes suédoises] auprès d'une banque suédoise, portant intérêt à 5,20 % et 6,80 % et échéant à diverses dates à compter de 2004, avec des versements trimestriels de 192 000 \$ plus intérêts, allant en réduisant après 2006 et un remboursement de capital forfaitaire de 1 524 000 \$ en 2003 payable en couronnes suédoises	6 871	7 612
	13 423	13 453
Moins : tranche à moins d'un an	13 423	8 235
	-	5 218

L'entente de prêt conclue avec Clarica comprend certaines clauses restrictives financières et autres. Au 30 avril 2002, la Société ne respectait pas trois des clauses restrictives financières. Le 15 août 2002, Clarica a accepté de ne pas invoquer les manquements, sous réserve que la Société reçoive des renonciations satisfaisantes de la part de sa banque canadienne. Par conséquent, cette dette a été classée parmi les passifs à court terme.

La Société dispose d'une somme inutilisée de 1 250 000 \$ en vertu d'une facilité d'emprunt spécial accordée par sa banque canadienne. Cet emprunt est remboursable en 60 versements mensuels, 12 mois après son décaissement et est garanti par les mêmes charges de premier rang que pour son prêt à terme renouvelable. Avant le décaissement, la garantie de l'emprunt telle que décrite à la note 9 doit être fournie.

Le prêt à terme de la banque suédoise comporte des clauses financières restrictives et autres clauses. Au 31 janvier 2003, la Société ne respectait pas certaines clauses financières. La banque suédoise a accepté de ne pas invoquer les manquements jusqu'au 30 avril 2003, à la condition que la Société renfloue sa filiale suédoise et maintienne les prescriptions minimales relatives aux capitaux propres pour la filiale suédoise au 30 avril 2003. Étant donné les restrictions actuelles imposées par la banque canadienne de la Société à l'égard des avances de fonds aux filiales de la Société, celle-ci pourrait ne pas être en mesure de respecter ces prescriptions et, par conséquent, cette dette a été classée parmi les passifs à court terme.

4. CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions peuvent être déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Actions ordinaires émises et en circulation

	31 janvier 2003		30 avril 2002	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début de l'exercice	23 971 998	66 142	15 629 216	38 715
Variations au cours de l'exercice :				
Régime d'achat d'actions à l'intention des employés	39 753	67	10 811	41
Émission d'actions à l'acquisition d'une entreprise			391 100	1 500
Émises dans le cadre d'options sur actions	600	1	22 800	58
Émises au comptant (déduction faite des frais d'émission de 1 759 \$)			7 918 071	25 828
Solde à la fin de l'exercice	24 012 351	66 210	23 971 998	66 142

Bons de souscription

	31 janvier 2003		30 avril 2002	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de l'exercice	3 959 035	3 532	-	-
Émis au comptant (déduction faite des frais d'émission de 201 \$)			3 959 035	3 532
Nouveau prix des bons de souscription		862		
Solde à la fin de l'exercice	3 959 035	4 394	3 959 035	3 532
Total	-	70 604	-	69 674

Le 30 mai 2002, la Société a modifié les conditions des bons de souscription émis le 30 janvier 2002. Les conditions ont été modifiées de manière à abaisser le prix d'exercice à 4,25 \$ l'action ordinaire et à reporter la date à laquelle les bons de souscription d'actions ordinaires peuvent être exercés au 30 juillet 2004. Ce nouveau prix ajoute 862 000 \$ à la valeur comptable des bons de souscription.

Régime d'options sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions [le «Régime»] aux principaux employés, administrateurs et dirigeants leur permettant d'acheter un nombre maximum de 2 500 000 actions ordinaires. Le nombre d'actions ordinaires pouvant être attribuées à un bénéficiaire ainsi que la période d'acquisition des options qui, normalement peut aller jusqu'à 5 ans, seront déterminées au gré du conseil d'administration.

Le prix d'exercice de toute option attribuée en vertu du Régime sera établi par le conseil d'administration au moment de l'attribution en fonction du cours de fermeture de l'action ordinaire. La durée de l'option ne pourra dépasser 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options ne peuvent être transférées et peuvent être exercées uniquement si le bénéficiaire demeure un employé, un administrateur ou un dirigeant de la Société

Les variations du nombre d'options sur actions attribuées par la Société et leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	Neuf mois terminés le 31 janvier 2003		Exercice terminé le 30 avril 2002	
		\$		\$
Solde au début de la période	1 192 950	4,84	927 950	5,12
Attribuées	686 600	0,61	352 000	3,56
Exercées	-	-	(22 800)	(2,54)
Échues	(384 900)	(4,48)	(64 200)	(4,46)
Solde à la fin de la période	1 494 650	2,91	1 192 950	4,84
Options exerçables à la fin de la période	754 050	4,51	771 010	5,31

5. AUTRES CHARGES

En raison du ralentissement continu du secteur des télécommunications, la Société a mis en œuvre, au cours de l'exercice 2003, certaines initiatives afin de rationaliser ses activités. Par conséquent, les autres charges de la Société comprennent des frais de restructuration et de cessation d'emploi s'établissant à 2 223 000 \$ (377 000 \$ au premier trimestre; 1 846 000 \$ au deuxième trimestre).

Les charges relatives à la réduction de la main-d'œuvre de 1 850 000 \$ (377 000 \$ au premier trimestre; 1 473 000 \$ au deuxième trimestre) représentent les frais et les avantages à la cessation d'emploi des employés qui ont été remerciés.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a aussi constitué une provision pour les frais de résiliation de contrats de location de 373 000 \$ découlant du déploiement de certaines initiatives visant la restructuration de la Société en Suède. Ces frais sont principalement attribuables à la résiliation de contrats de location-exploitation pour de l'équipement qui n'est plus requis par la Société.

En ce qui a trait à la restructuration décrite cidessus, la Société a radié des stocks pour un montant de 500 000 \$ au cours du deuxième trimestre. Ces radiations ont été imputées au coût des produits vendus.

6. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Deux clients représentaient 10 % ou plus du chiffre d'affaires de la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2003 et 10 % ou plus des comptes clients au 31 janvier 2003, comparativement à un client pour la même période l'exercice précédent.

Client	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires		Comptes clients	
		31 janvier 2003 %	31 janvier 2002 %	31 janvier 2003 %	31 janvier 2002 %
1	Sans-fil et hyperfréquences	50	77	42	52
2	Sans-fil	28	1	18	1

7. INFORMATIONS SECTORIELLES

Informations sectorielles utilisées par la direction

Neuf mois terminés le	Sans-fil \$	Hyper- fréquences \$	Télécom- munications par satellite \$	Total \$
31 janvier 2003				
Chiffre d'affaires	39 841	28 856	6 970	75 667
Coût des produits vendus	35 247	26 835	4 947	67 029
Bénéfice brut	4 594	2 021	2 023	8 638
Charges				25 348
Perte avant recouvrement d'impôts sur les bénéfices				(16 710)
Recouvrement d'impôt sur les bénéfices				(271)
Perte nette de la période				(16 439)
Neuf mois terminés le				
31 janvier 2002				
Chiffre d'affaires	45 704	35 907	9 670	91 281
Charges	33 407	34 892	7 385	75 684
Bénéfice brut	12 297	1 015	2 285	15 597
Charges				20 966
Bénéfice avant recouvrement d'impôts sur les bénéfices et amortissement de l'écart d'acquisition				(5 369)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices				(401)
Amortissement de l'écart d'acquisition				2 277
Bénéfice net de la période				(7 245)

Trimestre terminé le	Sans-fil \$	Hyper- fréquences \$	Télécom- munications par satellite \$	Total \$
31 janvier 2003				
Chiffres d'affaires	9 915	11 035	2 759	23 709
Coût des produits	9 452	10 238	1 284	20 974
Bénéfice brut	463	797	1 475	2 735
Charges				7 679
Perte avant recouvrement d'impôt sur les bénéfices				(4 944)
Recouvrement d'impôt sur les				(53)
Perte nette du trimestre				(4 891)
Trimestre terminé le				
31 janvier 2002				
Chiffres d'affaires	9 397	11 793	2 165	23 355
Coût des produits	8 785	12 271	2 177	23 233
Bénéfice brut	613	(478)	(11)	122
Charges				8 421
Bénéfice avant recouvrement d'impôt sur les bénéfices et amortissement de l'écart d'acquisition				(8 299)
Recouvrement d'impôts sur				(1 658)
Amortissement de				773
Perte nette du trimestre				(7 414)

8. FAITS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 4 février 2003, la Société a émis 19 179 803 unités en vertu d'un placement privé et d'un placement public. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et de un demi bon de souscription d'actions. Chaque bon complet de souscription d'actions permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de la Société au prix de 0,45 \$ l'action d'ici le 4 février 2005. Le produit brut total tiré de ces deux placements s'est élevé à 6 137 537 \$ et sera réduit des frais d'émission qui sont estimées à 850 000 \$.

Le 6 février 2003, la Société a accepté une lettre d'offre à l'égard d'un prêt subordonné de 3750 000 \$ de La Financière du Québec qui sera versé en trois tranches égales. Pour recevoir les deuxième et troisième tranches, la Société devra se départir de certains actifs non essentiels. Ce prêt sera remboursable en 60 versements mensuels de 62 500 \$ chacun commençant 12 mois après le décaissement des fonds. Le taux d'intérêt s'établira au taux préférentiel majoré de 3½ %. La Société a également accordé au prêteur 2 419 355 bons de souscription d'actions à 0,31 \$ l'action sur une période de cinq ans. Par ailleurs, La Financière du Québec a fourni une garantie de prêt de 1 000 000 \$ à l'égard de la facilité d'emprunt spécial auprès de la banque canadienne. Cette facilité est assortie d'une commission de 1 %, et la Société a fourni au répondant 322 581 bons de souscription d'actions ordinaires de la Société à 0,31 \$ l'action sur une période de cinq ans.

Le 4 mars 2003, la principale filiale suédoise active de la Société a présenté une requête de restructuration auprès des tribunaux suédois.

Les procédures de restructuration comprennent, notamment, l'arrêt des paiements et la nomination d'un administrateur pour aider la filiale à négocier un accord avec ses créanciers à l'exception de la banque suédoise.

En raison de cette action, la filiale suédoise ne peut contracter de dettes (sauf avec le consentement de l'administrateur) et doit par conséquent payer ses créanciers selon le principe de livraison contre remboursement, mais maintiendra ses arrangements actuels avec la banque suédoise. La Société conserve le contrôle de ses filiales suédoises.

Le sommaire de l'information financière pour la filiale suédoise est comme suit :

Période de neuf mois terminée le 31 janvier	2003	2002
	\$	\$
Chiffres d'affaires	26 895	33 517
Bénéfice brut	1 622	587
Perte nette de la période	(2 308)	(3 699)
<hr/>		
Aux	31 janvier 2003	30 avril 2002
	<hr/>	<hr/>
Actif à court terme	15 676	13 681
Immobilisations	10 058	10 920
	25 734	24 601
<hr/>		
Passif à court terme	24 609	14 912
Passif à long terme	552	6 700
	25 161	21 612
<hr/>		